

contrôle des armements et du désarmement pour la même raison, à condition que les objectifs soient réalistes.

M^{me} Krieger a fait valoir que dans un contexte où les superpuissances réduisaient leurs budgets de défense et exerçaient moins de contrôle sur le système, la question de la diffusion des armes était désormais de la plus haute importance.

Perspective fonctionnaliste

Selon le professeur Dufour, les années 1990 seront marquées par une multiplication des conflits armés, des actes de terrorisme, des problèmes économiques et des catastrophes écologiques. Il estime que le courant dominant, qui consiste à envisager la paix et la sécurité sous l'angle du contrôle des armements — pour justement préserver l'ordre établi par la dissuasion et, éventuellement, par l'usage de la force — est coûteux et difficile à maintenir. Il préconise une autre approche, défendue par les mouvements pacifistes et écologistes, qui met l'accent sur la justice, le partage égal des ressources de la planète, la sécurité collective et le respect des droits de la personne et de l'environnement.

Le professeur Dufour a fait valoir que l'image d'artisan de la paix que le Canada projette sur la scène internationale a souffert pendant la guerre du Golfe et que, s'il veut redorer son blason, il devra prendre des initiatives tangibles en faveur de la paix et du désarmement dans les années 1990. Il a recommandé que le gouvernement élabore et adopte un «plan blanc» de paix, conjointement avec des organisations non gouvernementales. Il a proposé des exemples de politiques qui pourraient être incorporées à ce plan :

- introduction d'un cours obligatoire sur le désarmement et la paix dans les universités canadiennes;
- retrait de l'OTAN;
- élimination de toutes les armes du Canada et conversion de l'industrie canadienne d'armement pour la production non militaire;
- transformation du MDN en ministère de la Sécurité et de la Paix, auquel seraient intégrées les attributions d'Environnement Canada; et
- création de «zones de sécurité» ou de «parcs de la paix» partout au Canada, qui deviendrait une zone libre d'armes nucléaires.

Pendant la discussion animée qui a suivi, plusieurs participants ont manifesté leur appui aux propositions du professeur Dufour. Ceux qui ne

partageaient pas son point de vue ont fait valoir que le Canada ne participait pas à la course aux armements et que le budget de la défense ne suivait pas l'inflation, précisant qu'une bonne partie de celui-ci était consacrée au développement économique régional. Ces participants ont ajouté que le Canada ne pouvait désarmer le monde en fonçant tête la première, et qu'il devait plutôt y aller lentement mais sûrement en respectant les limites du système international.

Conversion

Plusieurs participants étaient d'avis que le gouvernement devrait élaborer un plan national de conversion et encourager l'industrie canadienne à se convertir. Ils ont proposé que le Programme de productivité de l'industrie en matière de défense, qui accorde des fonds au secteur privé pour de la recherche-développement militaire, finance des études sur la conversion. Les participants ont fait remarquer qu'au Québec, des groupes d'employés et d'autres organisations non gouvernementales avaient déjà abondamment étudié le sujet, et que leurs connaissances pourraient être utiles au gouvernement et à l'industrie le moment venu d'élaborer des politiques.

Transferts d'armes

Faisant remarquer combien il était difficile de dire quelles régions sont stables et qu'une région stable pouvait facilement basculer dans l'instabilité, certains participants ont recommandé que le Canada cesse d'exporter des marchandises militaires, qu'il renforce ses lignes directrices sur l'interdiction de l'exportation de marchandises militaires aux pays violant les droits de la personne et que le gouvernement arrête de subventionner les industries d'armement.

Prolifération nucléaire

L'un des participants a affirmé qu'à longue échéance, le TNP serait un désastre. En vendant de la technologie nucléaire, nous construisons des «mines nucléaires» sur tout le globe et rendons ainsi possible la prolifération sous couvert de non-prolifération. Il a recommandé que l'article IV du TNP, qui incite à la coopération pour faciliter les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, soit modifié de manière à encourager le partage de la technologie énergétique, sans préciser qu'il s'agit d'énergie nucléaire. Cette proposition a recueilli quelques réactions favorables. On a également laissé entendre que la

possession d'armes nucléaires devrait être vue de la même façon que l'apartheid et l'esclavage, et que les pays qui en sont dotés devraient être traités en parias de la communauté internationale.

D'autres participants ont souligné que le système international était une réalité dominée par des intérêts nationaux divergents et par la souveraineté des États, avec laquelle il fallait composer. L'Histoire ne donnant aucun exemple d'arme éliminée une fois inventée, ils ont jugé qu'il serait plus dangereux d'éliminer les armes nucléaires que de les contrôler. Un autre participant a fait observer que les Canadiens avaient tendance à croire que le droit pouvait régler les problèmes internationaux. À l'extérieur du Canada, le droit international et les Nations Unies sont loin d'être considérés comme importants. On y envisage les problèmes de sécurité dans une perspective bilatérale et régionale.

Autres points

Il a également été suggéré que le gouvernement :

- mette les conséquences environnementales des activités militaires à l'ordre du jour de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, qui se tiendra au Brésil en 1992;
- interdise les jouets de guerre et autres objets culturels qui proposent les armes comme moyen de régler les conflits;
- mette un terme aux exportations d'uranium et aux essais de missiles de croisière;
- réduise la part du budget fédéral consacrée au MDN;
- transforme le Canada en «zone de paix» en le désarmant complètement et en mettant en place un régime local et non violent de défense civile;
- mise sur la volonté de l'Occident de reconduire indéfiniment le TNP pour convaincre les États-Unis de ne plus mettre au point d'armes nucléaires;
- étendre le RCTM à d'autres technologies dangereuses.

Le Groupe consultatif est formé d'universitaires, de pacifistes, de chercheurs du secteur privé et d'anciens fonctionnaires qui se réunissent périodiquement pour conseiller le gouvernement sur ses politiques de contrôle des armements et de désarmement. Outre les membres du Groupe consultatif, les consultations de Montréal réunissaient d'autres personnes du Québec qui connaissaient le dossier et s'y intéressaient, ainsi que des représentants d'AECEC et du MDN. ■